

Réponse à François Chesnais

lundi 15 septembre 2014, par Eric Toussaint

Merci beaucoup à François Chesnais pour son intéressante critique de *Bancocratie*. En écrivant ce livre, j'ai évité de donner « un cadre théorique solide », ce que regrette François Chesnais. Il s'agit d'un choix délibéré de ma part. Il y a une raison simple : je voulais que le livre soit, du début à la fin, facilement lisible pour un public large (je sais très bien que le public en question est en réalité plutôt restreint). Je me suis dit que si je consacrais une partie de l'ouvrage au cadre théorique, j'allais perdre très vite une partie des lecteurs et lectrices que je cherche à atteindre, car ils refermeraient ce livre après quelques pages et passeraient à autre chose. J'ai néanmoins consacré une bonne partie du chapitre 3 au processus de financiarisation dans son ensemble. Cela ne remplace pas un cadre théorique cohérent et explicite qui fait effectivement partiellement défaut. J'en conviens volontiers.

François est convaincu que pour « *que tous les lectrices et les lecteurs puissent pleinement profiter de la masse d'informations contenue dans ce livre épais, il aurait fallu un cadre théorique solide* », je crois que son argument est pertinent mais qu'il est à relativiser. Je suis convaincu que les lecteurs et les lectrices trouveront dans *Bancocratie* des informations et des arguments solides qui leur permettront de se joindre au mouvement de rejet du capitalisme pour agir en faveur de solutions radicales favorables à l'émancipation. D'autres, qui sont déjà profondément engagés dans le mouvement y recueilleront des informations et des arguments supplémentaires et pourront les partager avec leur entourage. Une troisième catégorie, sans se joindre au mouvement alter, y puisera des antidotes aux fables racontées par ceux qui nous gouvernent.

On peut passer de l'indignation à la compréhension d'une série de mécanismes oppresseurs et passer à l'action sans nécessairement avoir assimilé tout un corpus théorique qui, par ailleurs, est nécessaire. Cette dernière proposition « qui par ailleurs est nécessaire » ne constitue pas la cinquième roue du carrosse ou une décoration. C'est pour cela que des ouvrages comme *Le Capital* de Karl Marx, *Le troisième âge du capitalisme* d'Ernest Mandel (réédité en 1997), *La mondialisation de capital* de François Chesnais (1994) ou *La richesse, la valeur et l'inestimable* de Jean-Marie Harribey (2013) constituent des ouvrages de référence qui ont une portée théorique. *Bancocratie* fait partie d'une autre catégorie, c'est un livre d'investigation et d'intervention écrit à chaud.

En effet, il est important de prendre en compte que le livre porte pour l'essentiel sur un processus qui est en cours. Un grand nombre de chapitres a rapport avec l'actualité : la crise bancaire se poursuit, les démêlés des banques avec la justice ne sont pas terminés, les négociations autour de nouvelles règles bancaires n'en finissent pas, la politique générale de la BCE et celle de la Fed évoluent, les résistances populaires et les débats sur les alternatives à mettre en avant se prolongent... Tout cela rend particulièrement difficile la rédaction d'un livre sur le sujet. Le recul manque. Mais comme il est indispensable d'essayer de

contrer **en temps réel** les mensonges répandus par les grands médias, les banques et les gouvernants, il était important de produire un tel livre.

Certains passages ont d'abord été écrits sous forme d'articles ou de chroniques afin d'être publiés sur internet. Cela a permis de récolter des réactions, de corriger certaines erreurs et d'affiner l'analyse, en bref de faire évoluer le contenu, afin que les articles s'intègrent au livre en cours de rédaction.

Au moment où j'écris ces lignes, je suis en train de préparer l'édition de *Bancocratie* en anglais et en espagnol [\[1\]](#). Je suis en contact permanent avec les traducteurs et les éditeurs. Alors que l'édition en français est dans les librairies depuis le 6 septembre 2014, je réalise déjà un important travail d'actualisation.

François considère que j'ai fixé la barre très haut en affirmant dans l'introduction que *Bancocratie* « *décortique le fonctionnement des banques et met à jour leurs accointances avec les gouvernements et l'ensemble des grandes entreprises privées. Il révèle l'un des visages du capitalisme : la bancocratie. (...) Le livre apporte un nouvel éclairage permettant (aux 99 %) de mieux connaître l'ennemi, de comprendre ses motivations et la logique des politiques qu'il impose. Il permet aussi de réfléchir sur les alternatives nécessaires et possibles pour construire un monde dans le bon sens : celui des peuples et de la nature* ». Malgré les doutes émis par François, je suis convaincu que le contenu du livre ne passe pas en-dessous de la barre que je m'étais fixée. Il s'agit de donner « un nouvel éclairage », opposé à celui projeté par les médias dominants et par les gouvernants au service du grand capital. Si j'avais prétendu dans l'introduction que le livre allait permettre de faire évoluer ou d'actualiser la théorie sur la phase actuelle du capitalisme financiarisé, bien sûr *Bancocratie* serait un échec. Je n'ai jamais eu cette prétention.

Ma démarche a consisté à mener une enquête (assez) approfondie concernant : 1. le monde opaque des grandes

sociétés financières privées (chapitres 2 à 29 ainsi que la chapitre 39) ; 2. les grands choix des banquiers centraux et des gouvernements au cours de la crise qui a démarré en 2007-2008 (chapitres 30-31-32-33 et 38) ; 3. l'offensive du capital contre le travail (chapitres 35-36 et 37), et à proposer un ensemble cohérent d'alternatives radicales (chap. 40). En effet, le livre vise à convaincre un public large de la nécessité de mettre en œuvre une politique de rupture avec le capitalisme, condition nécessaire à une sortie de la crise en faveur de ceux qui la subissent. Rompre avec le capitalisme signifie prendre clairement une option anticapitaliste.

Comme l'écrit Patrick Saurin dans sa préface : « *Rares sont les ouvrages consacrés aux banques, en dehors des quelques manuels à caractère technique destinés aux étudiants en finances. Même chez les économistes critiques du système capitaliste, le monde bancaire est rarement étudié en tant que tel, et quand il est traité, c'est le plus souvent de façon superficielle, au détour d'une critique du "monde de la finance".* » *Bancocratie* contribue à combler un vide laissé par la gauche sur le sujet et il y a bien sûr encore beaucoup de travail à faire.

Concernant le chapitre final du livre, François écrit « (Éric Toussaint) *affaiblit singulièrement son propos en écrivant "ce que les chapitres qui précèdent démontrent, c'est qu'on ne peut pas faire confiance aux capitalistes pour posséder et diriger les banques"* » (p. 394) et encore que « *même si la mobilisation sociale arrache certaines mesures de réglementation, (...) les capitalistes chercheront par tous les moyens à récupérer une partie du terrain perdu* » (p. 395). Là, franchement, je pense qu'il n'y a pas de fondement sérieux à cette dernière critique.

La démarche du dernier chapitre consiste à dégager une liste de mesures concrètes afin de mettre au pas le secteur bancaire et d'éviter de nouvelles crises. En voici un résumé succinct :

- Réduire radicalement la taille des banques.
- Séparer les banques de dépôt et les banques d'affaires.
- Interdire les produits dérivés.
- Obliger les banques d'affaires à demander une autorisation préalable de mise sur le marché de produits financiers.
- Interdire les relations de crédit entre banques de dépôt et banques d'affaires.
- Séparer les activités de conseil et les activités de marché.
- Interdire la spéculation.
- En cas de faillite, le coût de la faillite doit pouvoir être récupéré sur l'ensemble du patrimoine des grands actionnaires (personnes physiques ou entreprises/personnes morales). Il faut restaurer la responsabilité illimitée des grands actionnaires.
- Interdire la socialisation des pertes des banques et des autres institutions financières privées. Il s'agit d'interdire aux pouvoirs publics de mettre des dettes privées à la charge des finances publiques.
- Exiger des banques une augmentation radicale du volume des fonds propres en rapport avec le total du

bilan. Alors que les fonds propres sont en général inférieurs à 5 % du bilan de la banque, le minimum légal doit être de 20 %.

- Interdire les marchés financiers de gré à gré.
- Mettre fin au secret bancaire.
- Interdire les transactions avec les paradis fiscaux.
- Interdire le *trading à haute fréquence* et le *shadow banking*. Limiter strictement ce qui peut être mis dans le hors bilan. Interdire les ventes à découvert et les ventes à nu.
- Poursuivre systématiquement les dirigeants responsables de délits et de crimes financiers. Retrait de la licence bancaire aux institutions qui ne respectent pas les interdictions et se rendent coupables de malversations.
- Taxer plus fortement les banques.
- Garantir le volume de l'emploi et les conditions de travail dans le secteur bancaire. Instaurer l'égalité complète de salaire entre les hommes et les femmes. Instaurer un plafond maximum de rémunération.
- Renforcer les banques publiques existantes et en recréer dans les pays où elles ont été privatisées (bien sûr en les soumettant comme toutes les autres banques aux mesures concrètes mentionnées plus haut).

Il est possible de dégager un accord dans le mouvement social sur ces propositions, encore faut-il en discuter sérieusement. Ensuite, j'explique qu'on doit aller plus loin et je plaide pour la socialisation du secteur bancaire, ce qui signifie : l'expropriation sans indemnité (ou avec comme seule indemnité l'euro symbolique) des grands actionnaires (les petits actionnaires seront indemnisés) ; l'octroi au secteur public du monopole de l'activité bancaire tout en autorisant l'existence d'un secteur bancaire coopératif de petite taille (soumis aux mêmes règles fondamentales que le secteur public). J'y ajoute d'autres considérations importantes que je ne peux, faute d'espace, résumer ici. Ensuite, j'argumente en faveur d'une série de mesures : la socialisation du secteur des assurances, l'annulation de la dette illégitime, la réforme fiscale radicale, la réalisation d'emprunts publics légitimes, l'extension des services publics (qui doivent inclure l'ensemble du secteur de l'énergie), le renforcement du système de retraite par répartition, la réduction radicale du temps de travail, l'abrogation des traités de l'Union européenne et une refondation démocratique de l'Europe à partir d'en bas.

Toutes ces propositions à affiner pourraient faire l'objet d'un accord entre les forces de gauche qui veulent une rupture avec le système capitaliste afin de trouver une sortie à la crise favorables aux peuples. Les mesures concrètes concernant le secteur financier qui sont proposées au début du chapitre sont très importantes. En effet, imaginons qu'une alliance de forces de gauche avec Syriza accède au gouvernement en Grèce, il faudra à la fois socialiser –exproprier– le secteur bancaire (or il n'est pas garanti que Syriza le voudra) et appliquer la panoplie de mesures concrètes proposées. Sinon, la banque publique mènera des activités contraires aux intérêts populaires et, qui plus est, dangereuses. On se trompe si on imagine que

l'expropriation du secteur bancaire, qui est tout à fait indispensable à mes yeux, résoudra tous les problèmes du secteur financier. De la même manière, on se trompe si on considère qu'avec l'application de mesures concrètes pour discipliner les banques capitalistes, on trouvera une solution

durable. Il faut à la fois appliquer les mesures concrètes énumérées et exproprier le secteur financier pour le socialiser. Je suis convaincu que la démarche que je viens de résumer, loin d'affaiblir le propos, le renforce considérablement. Merci à François Chesnais de m'avoir stimulé pour écrire cette réponse.

Notes

[1] L'édition en anglais paraîtra chez Merlin Press à Londres et celle en espagnol chez Icaria à Barcelone fin 2014.